

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/4/DNK/1/Rev.3

7 novembre 1997

(97-4870)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 4 d) DE L'ACCORD

Danemark

Révision

La Mission permanente du Danemark a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 28 octobre 1997.

A la suite des débats qui ont eu lieu au Conseil des ADPIC sur la portée des notifications au titre de l'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC, le Royaume du Danemark a procédé à un examen minutieux des notifications qu'il a présentées au titre de cet article.¹

A la suite de cet examen, le Danemark a conclu qu'un certain nombre d'accords internationaux précédemment notifiés au titre de l'article 4 d) pouvaient être retirés de la notification.

Les accords à retirer de la notification sont les suivants:

- a) Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (y compris toutes modifications ultérieures).
- b) Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques (y compris toutes modifications ultérieures).
- c) Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (y compris toutes modifications ultérieures).
- d) Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels (y compris toutes modifications ultérieures).
- e) Traité de coopération en matière de brevets (PCT) (y compris toutes modifications ultérieures).

¹Voir le document IP/N/4/DNK/1/Rev.2.

- f) Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets (y compris toutes modifications ultérieures).
- g) Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (y compris toutes modifications ultérieures).

Il est entendu que le fait de retirer ces accords de la notification ne suppose aucunement une modification du régime juridique applicable au Royaume du Danemark en matière de droits de propriété intellectuelle.